

**DOSSIER DE CANDIDATURE**

**Direction Artistique **www.fabiennevenet-graphicdesign.com fabiennevenet@hotmail.com

SOMMAIRE

[AVANT- PROPOS](#__RefHeading__90_343973319) 3

I. [CRITERES D’ELIGIBILITE](#__RefHeading__92_343973319) 7

I[I. DOSSIER DE CANDIDATURE 1](#__RefHeading__100_343973319)3

[A - COMPOSITION DU DOSSIER ADMINISTRATIF 1](#__RefHeading__106_343973319)5

[B - COMPOSITION DU DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER 1](#__RefHeading__108_343973319)6

III. [ANNEXES 1](#__RefHeading__110_343973319)7

[Formulaire 1 1](#__RefHeading__112_343973319)8

[Formulaire 2 2](#__RefHeading__114_343973319)2

[Formulaire 3 2](#__RefHeading__116_343973319)4

[Formulaire 4](#__RefHeading__118_343973319) 28

[Formulaire 5](#__RefHeading__120_343973319) 34

[Formulaire 6](#__RefHeading__122_343973319) 36

[Formulaire 7](#__RefHeading__124_343973319) 37

[Formulaire 8 3](#__RefHeading__126_343973319)8

**AVANT-PROPOS**

**Le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations [FORIM]**, est une plateforme nationale qui réunit des réseaux, des fédérations et des regroupements d’Organisations de Solidarité Internationale issues de l’Immigration [OSIM].

Le FORIM représente environ 700 associations intervenant en Afrique, en Asie, aux Caraïbes et dans l’océan indien.

Il a notamment pour missions de :

* Être un espace d'échange et d'information pour les OSIM en même temps qu'un centre de ressources fournissant à ses membres tout appui ou conseil nécessaire au renforcement de leurs capacités d'action.
* Favoriser l’accès des OSIM aux dispositifs de cofinancement et renforcer les capacités d’intervention des OSIM.
* Favoriser la coopération entre les Organisations de Solidarité Internationale issues de l’Immigration/OSIM, et les Organisations de Solidarité Internationale/OSI, les autres acteurs de la société civile, les collectivités territoriales et les pouvoirs publics.
* Faire connaître, reconnaître et promouvoir l’apport des OSIM à l’enrichissement de la société d’accueil et au développement des pays d’origine.

Le Programme d’Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l’Immigration [PRA/OSIM] est un dispositif national d’accompagnement et de cofinancement, des projets de développement local portés par les OSIM, mis en place en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères [MAE].

Il présente une fonction de labellisation entraînant des synergies avec d’autres bailleurs notamment des abondements financiers.

Le budget total du projet ne doit pas excéder 120 000 euros et la demande de subvention est plafonnée à **15 000 euros**. Dans tous les cas, la subvention ne pourra représenter plus de 70% du montant total du projet.

Ce dispositif appuie des projets de développement local dans les pays éligibles au CAD (Comité d’Aide au Développement) de l’OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques), hors Comores, Mali et Sénégal (car il existe des dispositifs de codéveloppement spécifiques financés par le MAE, pour ces trois pays). Les pays éligibles au PRA/OSIM sont les suivants **: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarusse, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Chili, Chine, Cisjordanie et bande de Gaza, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Etats fédérés de Micronésie, Éthiopie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Futuna, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Île Marshall, Île Salomon, Îles Cook, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghize, Kiribati, Kosovo, Laos, Lesotho, Liban, Liberia, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Moldova, Mongolie, Monténégro, Montserrat, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Niue, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palau, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République Centrafricaine, République Démocratique de Corée, République Démocratique du Congo, République Dominicaine, République du Congo, Rwanda, Samoa, Sao Tomé et Principe, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Ste Lucie, Ste-Hélène, St-Kitts et Nevis, St-Vincent et Grenadines, Suriname, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tokelau, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu, Venezuela, Vietnam, Wallis, Yémen, Zambie, Zimbabwe.**

**INSTANCES**

**UN COMITE D’EXAMEN PARITAIRE [CEP]**

Présidé par le FORIM, il est constitué d’un panel de représentant-e[s] des OSIM, des OSI, des collectivités territoriales et des bailleurs et institutionnels du développement. Après instruction des dossiers, les membres délibèrent sur les projets éligibles et décident en dernier lieu de l’attribution ou non des cofinancements. Le CEP est également l’instance de délivrance et de reconduction du label des Opérateurs d’Appui (OPAP) du dispositif. Par ailleurs, il est consulté sur des choix et orientations concernant le PRA/OSIM.

Le CEP est composé de membres répartis en deux collèges paritaires [collège « OSIM » et collège « Partenaires »]. Le CEP se réserve la possibilité d’inviter également d’autres observateurs.

**UN SECRETARIAT TECHNIQUE ASSURE PAR LE FORIM EN LIEN ETROIT AVEC LE MAE**

Il joue un rôle d’animation du programme : information, conseil et orientation des OSIM, présélection des demandes de cofinancement à soumettre au CEP, programmation et convocation des réunions du CEP, suivi des projets financés et validation des comptes-rendus, élaboration des comptes-rendus annuels du programme.

**Secrétariat Technique PRA/OSIM**

**FORIM**

Tél/fax : 01 46 07 61 80

E-mail : praosim@forim.net

**www.forim.net**

**DES OPERATEURS D’APPUI LABELLISES**

**LES OPERATEURS D’APPUI LABELLISES**

**L’Opérateur d’Appui [OPAP] est :**

* Un **membre du FORIM** sélectionné et labellisé par le CEP sur dossier de candidature.
* Un **point de passage obligatoire** pour pouvoir déposer un dossier de candidature.

**Rôles :**

* Conseil et orientation du porteur de projet.
* Appui technique et méthodologique.
* Contrôle de la qualité, de la pertinence et de l’éligibilité du projet.
* Appui à la recherche et mobilisation de partenaires techniques et financiers.
* Aide au suivi financier et opérationnel du projet.
* Appui à la rédaction des comptes-rendus d’emplois de subvention.

**Liste des Opérateurs d’Appui labellisés [OPAP]**

* Centre Kram Ngoy / Centre de Formation géré par la Diaspora cambodgienne **[CKN/CEFODIA]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Aquitaine **[COSIM Aquitaine]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Bretagne **[COSIM Bretagne]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Languedoc-Roussillon **[COSIM LR]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Midi-Pyrénées **[COSIMIP]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Nord-Pas de Calais **[COSIM NPDC]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Provence Alpes Côte d'Azur **[COSIM PACA]**
* Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la région Rhône-Alpes **[COSIM Rhône-Alpes]**
* Comité de Suivi du Symposium sur les Sénégalais de l'Extérieur / Association d'Appui, d'Animation et d'Accompagnement de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Sénégalais de France **[CSSSE/3A-MECSEF]**
* Conseil des Béninois de France **[CBF]**
* Coordination des Associations Guinéennes de France **[CAGF]**
* Femmes Inter Associations - Inter Service Migrants **[FIA-ISM]**
* Haut Conseil des Maliens de France **[HCMF]**
* Migrations et Développement **[M&D]**
* Plateforme d'Associations Franco-Haïtiennes **[PAFHA]**
* Plateforme des Associations Congolaises de France **[PACOF]**
* Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe **[RAME]**
* Touiza Solidarité **[TS]**
* Union des Associations Burkinabé de France **[UABF]**
* Union Générale des Vietnamiens de France **[UGVF]**

Les OSIM sont invitées à contacter le Secrétariat Technique PRA/OSIM pour être orientées vers **des Opérateurs d’Appui labellisés. Les dossiers doivent être obligatoirement visés par un OPAP avant leur dépôt.**

L’appui et l’accompagnement individualisés et/ou collectifs des OSIM par les OPAP sont totalement gratuits, dans le cadre du PRA/OSIM. Egalement, les inscriptions des OSIM aux réunions d’information générale sur le PRA/OSIM, aux ateliers d’écriture ainsi qu’aux sessions de formation au montage de projets, organisés par le FORIM et animés par les OPAP, sont totalement gratuites.

L’Opérateur d’Appui labellisé ne peut percevoir aucun financement de la part d’une OSIM, pour quelque raison que ce soit, dans le cadre de ses activités d’OPAP du PRA/OSIM (réunions d’information, ateliers d’écriture, appui et accompagnement de l’OSIM). Tout Opérateur contrevenant s’expose à un retrait immédiat de son label, et donc une radiation immédiate du réseau des Opérateurs d’Appui labellisés. La radiation sera prononcée par le Comité d’Examen Paritaire (CEP).

INSTRUCTION DES DOSSIERS ET DECISION
Dépôt du dossier de candidature [visé par l’OPAP] par envoi postal
[en recommandé avec AR]

***Première lecture du projet***

Le Secrétariat Technique du PRA/OSIM

vérifie les critères d’éligibilité liés à l’OSIM

 et à son projet

En cas d’éligibilité, instruction du projet par deux instructeur-trice[s] du CEP

[un-e représentant-e de chaque collège]

Examen du projet par le CEP pour décision

Envoi par le FORIM du courrier de réponse à l'OSIM avec copie à l’Opérateur d’Appui

Et Signature d’une convention de partenariat FORIM/OSIM

**Partie 1**

CRITERES

D’ELIGIBILITE

|  |
| --- |
| **Tout dossier qui ne respectera pas** l’ensemble **des critères d’éligibilité et/ou qui ne comportera pas la** totalité des documents **demandés sera automatiquement rejeté. Le dossier de candidature, envoyé par voie postale avec AR, sera** celui pris en compte **pour l’examen de la demande et** il ne sera pas possible de le modifier ou de le compléter après son dépôt**.**  |

I. ASSOCIATIONS ELIGIBLES

1. STATUT

Les associations éligibles à ce programme sont des **Organisations françaises de Solidarité Internationale issues de l’Immigration** [OSIM] à but non lucratif [loi 1901], apolitiques et non syndicales **domiciliées en France métropolitaine**.

|  |
| --- |
| **On entend par OSIM, une association de solidarité internationale déclarée dirigée par une équipe composée en majorité de personnes immigrées ou issues de l’immigration agissant ici et là bas.** |

2. DUREE D’EXISTENCE ET CAPACITE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Il n’y a pas de durée d’existence requise.

L’OSIM devra néanmoins démontrer sa capacité technique et financière à mener à bien le projet [compétence et expérience de l’équipe] pour lequel elle sollicite un cofinancement.

|  |
| --- |
| **Le projet doit être adapté à cette capacité et il ne doit pas être surdimensionné.** |

3. VIE ASSOCIATIVE

Le demandeur doit justifier d’un fonctionnement associatif qui s’apprécie sur la base des principaux critères suivants :

**La tenue réglementaire** d’assemblées générales, de conseils d’administration, de bureaux ou de comités directeurs, avec l’établissement annuel de rapport d’activités, bilan et compte d’exploitation.

Le nombre de membres et de donateurs ainsi que la **part des ressources privées**.

L’ampleur et la qualité des **participations bénévoles** aux activités de l’association : prestations intellectuelles ou professionnelles, mise à disposition de locaux ou de moyens matériels à titre gratuit, etc.

|  |
| --- |
| **Valeur ajoutée de l’OSIM prise en compte*** Capacité à faire participer conceptuellement, financièrement, matériellement ou humainement, les populations bénéficiaires [cotisations, apports en matériaux locaux et en main d’œuvre] et les autorités locales.
* Capacité à mettre en place des partenariats avec les diasporas présentes dans d’autres pays.
* Capacité à proposer en France des restitutions originales de l’actionvalorisant le rôle de chacun-e des acteur-trice[s] : migrant-e[s], populations, élu-e[s] local[aux] etc. notamment dans le cadre d’initiatives d’éducation au développement.
 |

4. SUBVENTION DEJA RECUE

Les OSIM doivent être **à jour dans l’exécution des conventions de partenariat avec le FORIM** portant sur les appuis PRA/OSIM dont elles auraient déjà bénéficié. Une OSIM ne peut déposer un nouveau projet, si elle n’a pas donné, au minimum, un compte-rendu intermédiaire sur un projet PRA/OSIM dont elle aurait été précédemment le bénéficiaire. Les OSIM n’ayant pas donné un compte-rendu final conformément aux termes de la convention de partenariat ne peuvent déposer un nouveau projet.

5. ORGANISMES NON ELIGIBLES

Ne sont notamment pas éligibles au cofinancement PRA/OSIM :

* Les personnes agissant à titre individuel.
* Les sections locales d’une association nationale.
* Les partis politiques.

II. PROJETS ELIGIBLES

1. NATURE DU PROJET

La requête de l’OSIM doit correspondre à un **véritable projet de développement local**.

**Votre projet concerne l’un au moins des secteurs suivants :**

* Meilleur accès à la **santé** [en particulier des femmes et des enfants] ou à l’**éducation** [en particulier des filles].
* **Accès à l’eau potable**, à l’assainissement et à un environnement amélioré [déchets, etc.].
* **Développement économique :** création ou développement d’entreprises, activités génératrices de revenus, formation professionnelle.
* **Développement rural et agricole.**
* **Développement social**, en particulier pour les jeunes et les personnes défavorisées ou handicapées.

**Ne sont pas éligibles au PRA/OSIM, les projets** :

* Ayant un caractère politique, partisan ou confessionnel.
* Revenant à subventionner directement ou indirectement une entreprise privée.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles au cofinancement du PRA/OSIM, les projets visant **exclusivement[[1]](#footnote-1)** l’une ou l’autre des opérations suivantes :

* Création d’une association.
* Fonctionnement d’une association.
* Mission d’identification ou de conception de projets, bilans.
* Etudes préalables, évaluations.
* Voyages de groupes.
* Prise en charge de moyens logistiques [transports, containers, véhicules, etc.].
* Envoi de matériels [médicaments, livres, etc.] ou de collectes privées.
* Projets de construction ou de réhabilitation d’infrastructures.
* Organisation de colloques, séminaires.

Certaines actions de communication en France pourront être intégrées aux projets en faisant l’objet de description et de budgets précis.

2. AMPLEUR ET DUREE D’EXECUTION DU PROJET

Les projets concernés sont :

* Des projets de développement local portés par des **Organisations de Solidarité Internationale issues de l’Immigration** [OSIM]. Dont le cofinancement est plafonné à **70% du budget total et à 15 000 euros** correspondant à l’échelle des micro-projets.
* Dont le montant total du budget n’excède pas **120 000 euros**.
* Dont la durée d’exécution est d’**une année**.

**Ces projets sont réalisés exclusivement** dans les pays éligibles au CAD (Comité d’Aide au Développement) de l’OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques), hors Comores, Mali et Sénégal[[2]](#footnote-2). Les pays éligibles au PRA/OSIM sont les suivants **: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarusse, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Chili, Chine, Cisjordanie et bande de Gaza, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Etats fédérés de Micronésie, Éthiopie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Futuna, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Île Marshall, Île Salomon, Îles Cook, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghize, Kiribati, Kosovo, Laos, Lesotho, Liban, Liberia, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Moldova, Mongolie, Monténégro, Montserrat, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Niue, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palau, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République Centrafricaine, République Démocratique de Corée, République Démocratique du Congo, République Dominicaine, République du Congo, Rwanda, Samoa, Sao Tomé et Principe, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Ste Lucie, Ste-Hélène, St-Kitts et Nevis, St-Vincent et Grenadines, Suriname, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tokelau, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu, Venezuela, Vietnam, Wallis, Yémen, Zambie, Zimbabwe**

|  |
| --- |
| **Le projet doit concourir à la réalisation d’objectifs précis, réalistes et mesurables sur 1 an.** **Par ailleurs, le projet doit préciser l’impact attendu en matière de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités, notamment sur l’amélioration du cadre de vie, les effets de redistribution ou d’amélioration des revenus, la participation des plus défavorisés au projet.** |

**En tout état de cause**, pour être examinés, les projets doivent :

* Mobiliser des ressources d’origine privée à hauteur de 15% minimum du budget total du projet (parmi lesquels : un plancher de 10% de fonds propres soit un plafond de 5% de valorisation).
* Les ressources du projet ne doivent pas prévoir une seconde ressource prévisionnelle provenant d’un autre financement du MAE.

|  |
| --- |
| **A noter qu’en cas d’obtention de la subvention PRA/OSIM le versement s’effectuera en deux tranches :*** 80% à la date de signature de la convention de partenariat entre le FORIM et l’association lauréate ;
* 20% à la validation par le FORIM du rapport final d'exécution du projet.

Ainsi le rapport financier final du projet financé devra indiquer le montant total (100%) de la subvention PRA/OSIM conventionnée, dans les ressources effectivement reçues. En effet, l’association lauréate devra faire l’avance du solde de 20%, qui lui sera ensuite remboursé à la validation du rapport final d’exécution du projet, par le FORIM. En aucun cas, la part de la subvention du PRA/OSIM dans le budget du projet réalisé ne pourra dépasser celle initialement prévue dans le budget total tel que validé par le CEP, et conventionné entre le FORIM et l’association lauréate. Au cas où les dépenses totales à la fin du projet seraient inférieures au coût total estimé du budget, la participation financière du PRA/OSIM sera limitée au montant résultant de l'application du pourcentage de la subvention PRA/OSIM dans le budget total du projet conventionné. |

3. PARTENAIRES DU SUD

L’implication du [des] partenaire[s] au Sud dans l’élaboration du projet, sa réalisation et son suivi doit être réelle et permanente. Le CEP sera très attentif aux modalités de pérennisation et d’appropriation du projet par le[s] partenaire[s] local[aux] et les populations bénéficiaires de l’action.

Le projet doit être conçu comme participant à une action de développement local pertinente et souhaitée, pérenne et viable.

Ce partenariat fera l’objet de l’établissement d’une convention de partenariat, stipulant les engagements détaillés des deux parties[[3]](#footnote-3). Ce document ne saurait être considéré comme un simple document administratif.

4. PUBLIC CIBLE

Le dossier de candidature doit préciser :

* Quelle est la population bénéficiaire du projet ? Caractéristiques, nombre, sexe, modalités d’accès, structuration éventuelle [comités de village, groupements urbains…]
* Quel est son degré d’engagement dans le projet ?
* Quelles sont les modalités d’appropriation par les bénéficiaires des actions prévues dans le cadre du projet ?

5. PERENNISATION

Une attention particulière est accordée aux conditions d’appropriation sociale, de viabilité économique et financière et de pérennisation institutionnelle de l’action à l’issue du projet, en particulier les modalités de sa prise en charge par le partenaire local et par les communautés bénéficiaires : **celles-ci doivent apparaître clairement dans le dossier, sous forme, par exemple, d’un budget prévisionnel mettant en évidence les coûts et l’origine des ressources attendues pour le fonctionnement.**

6. COHERENCE AVEC LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Une attention particulière est accordée à la bonne intégration du projet dans un ensemble plus vaste qui répond aux objectifs de développement régionaux et nationaux du pays concerné [notamment par référence au document stratégique de lutte contre la pauvreté lorsqu’il existe, aux politiques sectorielles du pays et aux plans locaux de développement des communes].

Les opérations doivent s’inscrire dans une démarche de développement global et partenarial. Dans le cas contraire, le dossier présenté devra en expliciter les raisons.

7. INTEGRATION DU GENRE

Le CEP sera tout particulièrement attentif à l’intégration du genre dans les projets, c'est-à-dire la prise en compte des relations sociales et des inégalités entre les hommes et les femmes, à toutes les étapes du projet [élaboration, mise en œuvre, ressources, évaluation].

Le rôle des femmes et des hommes dans la communauté bénéficiaire doit être diagnostiqué. L’OSIM doit s’assurer que son projet n’aura pas une incidence négative sur le rôle des différents acteurs.

Par ailleurs, l’OSIM doit veiller à permettre aux femmes et aux hommes d’accéder de manière durable et équitable aux services et infrastructures mis en place par le projet. L’approche de l’OSIM dans ce domaine doit être explicitée (contexte, besoins identifiés, objectifs visés, moyens mobilisés, indicateurs de suivi et d’effets visés).

Ainsi, les OSIM sollicitant la subvention PRA/OSIM sont invitées à prendre en compte le rapport homme/femme dans leur(s) projet(s) de développement local en explicitant :

* Le diagnostic initial des inégalités de genre dans le domaine touché par le projet et la composition femmes/hommes des bénéficiaires directes et indirectes.
* Les améliorations prévues dans la connaissance de ces deux aspects.
* Les mesures prévues dans la mise en œuvre de leur projet pour faire évoluer ces inégalités vers davantage d’équité (répartition plus juste des bénéfices et ressources du projet, qu’il s’agisse de formations, d’équipements, de pouvoir de décision…) et d’égalité (du point de vue juridique ou dans la perspective d’une égalité réelle).
* Le dispositif de suivi ou d’expertise mise en place pour documenter et impulser le changement.
* La participation des acteurs/trices, dans les décisions principales.

8. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le projet ne doit pas présenter d’impact négatif sur l’environnement et doit prendre en compte les critères du développement durable. Par exemple le projet doit veiller à la qualité des matériaux, la pérennité des investissements et équipements, l’efficacité énergétique, le respect de l’environnement et du voisinage, l’atténuation des impacts sanitaires et sociaux.

9. DISPOSITION EN MATIERE DE SECURITE

Les OSIM bénéficiaires d’une subvention PRA/OSIM sont responsables de la sécurité de leur personnel dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Elles sont invitées à suivre les recommandations du MAE indiquées sur le site internet « Conseils aux voyageurs » et à signaler aux Ambassades de France dans les pays d’intervention, la présence de personnel expatrié. Dans les pays de contexte sécuritaire dégradé, les OSIM doivent présenter les grandes lignes de leur dispositif de sécurité dans la demande PRA/OSIM.

**Partie 2**

Partie 2 ~~:~~

DOSSIER DE CANDIDATURE

I. MODALITES DE CANDIDATURE

Le dossier complet de candidature est téléchargeable sur **www.forim.net.** Les OSIM sont invitées à contacter Secrétariat Technique PRA/OSIM pour être orientées vers des Opérateurs d’Appui labellisés de leur choix. **Le recours à un Opérateur d’Appui est obligatoire**.

II. DEPOT DES CANDIDATURES ET CLÔTURE

Les dossiers complets de candidature (3 exemplaires du dossier administratif, 3 exemplaires du dossier technique et financier, ainsi que la version électronique du dossier technique et financier sur clé USB ou CD) sont à envoyer **uniquement par voie postale** en recommandé avec accusé de réception à l’adresse suivante :

**FORIM**

**SECRETARIAT TECHNIQUE PRA/OSIM**

14 Passage Dubail

75010 Paris

**Aucun dossier ne sera réceptionné directement.** La date limite de dépôt de candidature est fixée au **20 mai 2014 à minuit [Cachet de la poste faisant foi].**

III. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de demande de cofinancement doit **impérativement et exclusivement** contenir les pièces suivantes:

 Dossier administratif > **en 3 exemplaires.**

 Dossier technique et financier > **en 3 exemplaires.**

 Version électronique du dossier technique et financier > **sur clé USB ou CD.**

|  |
| --- |
| **L’ordre de présentation des documents doit être impérativement respecté.****Tout dossier incomplet sera déclaré inéligible** |

A - COMPOSITION DU DOSSIER ADMINISTRATIF

**Chaque exemplaire du dossier administratif est composé impérativement**

**et exclusivement des documents suivants**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR**  | **NOMBRE DE PAGES****RECTO/VERSO MAXIMUM** | **DOCUMENT FOURNI DANS LE DOSSIER**[mettre une croix] |
| 1. **Lettre de demande de subvention**  |  |  |
| 1. Fiche de renseignements actualisée **[formulaire 1]** | 3 |  |
| **Copie de l’extrait du Journal Officiel** publiant la création de l’association et copies éventuelles des dernières modifications déclarées |  |  |
| **Statuts** |  |  |
| **N° Siret**  |  |  |
| **Relevé d’Identité Bancaire** [RIB] |  |  |
| **Rapport d’activités** approuvé par l’assemblée générale | Trois rapports max |  |
| **Bilan annuel et compte de résultat** de l’exercice précédent |  |  |
| **Liste des subventions déjà accordées par le MAE** [montant, référence et objet du projet, pays, nom du service ayant géré le dossier, date de signature de la convention, date d’envoi des comptes–rendus notamment auprès du Secrétariat Technique PRA/OSIM] |  |  |
| **Facultatif** : coupures de presse et extraits de publications récentes |  |  |

**Visa du/de la représentant-e de l’Opérateur d’Appui**

**[Signature, nom, prénom, date, cachet]**

B - COMPOSITION DU DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER

**Chaque exemplaire du dossier technique est composé impérativement**

**et exclusivement des documents suivants**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATURE DES DOCUMENTS À FOURNIR**  | **NOMBRE DE PAGES****RECTO/VERSO MAXIMUM** | **DOCUMENT FOURNI DANS LE DOSSIER**[mettre une croix] |
| Fiche Résumé du projet **[formulaire 2]** | 3 |  |
| Descriptif du projet selon le plan imposé **[formulaire 3]** | 10 |  |
| Budget prévisionnel du projet et note justificative **[formulaire 4]** |  |  |
| Budget prévisionnel de l’OSIMpour l’exercice en cours faisant apparaître les montants des aides publiques envisagées  |  |  |
| Convention de partenariat avec l’opérateur d’appui signée **[formulaire 5]** |  |  |
| Fiche de présentation du[des] partenaire[s] au Sud **[formulaire 6]** | 1 fiche par partenaire |  |
| Convention avec le partenaire local signée **[formulaire 7]** |  |  |
| Une carte détaillée de la localisation du projet |  |  |
| Annexes **en lien avec le projet** et présentées de manière ordonnée. | 10 |  |

**Visa du/de la représentant-e de l’Opérateur d’Appui**

**[Signature, nom, date, cachet]**

**Partie 3**

ANNEXES

Formulaire 1

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

|  |  |
| --- | --- |
| **ASSOCIATION [Nom]** |  |
| Sigle  |  |
| Adresse  |  |
| Email  |  |
| Téléphone  |  |
| Fax  |  |
| Site internet  |  |

|  |
| --- |
| **Statut** [loi de 1901 – autre] :……………………………………………………………………………………….. |
| **Lieu d’implantation du siège social** [si différent de l’adresse postale] :…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………. |
| **Date de création :****Références de déclaration à la préfecture :** n°:……………………..date:……………………..dept :……**Date de publication au Journal Officiel :**………………………………………………………………………. |

|  |
| --- |
| **Objet de l’association :** |
| **Montant financier global** consacré exclusivement aux activités de développement [cofinancement de projets dans les Pays en développement, Education au Développement, aide alimentaire, aide d’urgence, envoi de volontaires, autres] durant les trois dernières années : |
| Année  | Montant financier total  en euros  |
| **2011** |   |
| **2012** |   |
| **2013**  |   |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| L’ASSOCIATION COMPTE PARMI SES DOMAINES D’ACTIVITES : | **oui** | **non** |
| **1 - A l’international**  |  |  |
| développement local |  |  |
| renforcement des capacités |  |  |
| Transfert de compétences, de savoir faire et de technologies  |  |  |
| AIDE ALIMENTAIRE/AIDE D’URgence |  |  |
| Autres [précisez] |  |  |
| **2 - En France** |  |  |
| Sensibilisation / éducation au développement |  |  |
| médiation sociale  |  |  |
| aCCOMPAGNEMENT DANS LES DEMARCHES D’iNSERTION [formation, alphabétisation, etc.] |  |  |
| Formation  |  |  |
| PRevention et lutte contre les discriminations |  |  |
| Promotion de la culture |  |  |
| Autres [Précisez] |  |  |

**Composition de l’association**

|  |  |
| --- | --- |
| **PRESIDENT-E** | **Nom/prénom :****Coordonnées téléphoniques et Email :** |
| SECRETAIRE GENERAL- E | Nom/prénom : |
| TRESORIER - E | Nom/prénom :  |
| SALARIE - E[S] | Noms/prénoms/fonctions : |
| CONSEIL D’ADMINISTRATION | Nombre : |

**Commissaire aux comptes** [dans le cadre de l’obligation legale uniquement]

|  |  |
| --- | --- |
| **L’ASSOCIATION FAIT-ELLE APPEL A UN COMMISSAIRE AUX COMPTES ?** | **[oui / non]** |
| Si oui, indiquez son nom : |  |
| Adresse : |  |
| Qualité : |  |

**Budget réalisé**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ANNEE** | **2011 [en €]** | **2012 [en €]** | **2013 [en €]** |
| Budget global de l’association  |  |  |  |
| Salaires [charges comprises] |  |  |  |
| Loyers [nets de charges] |  |  |  |
| Ressources privées |  |  |  |
| Ressources publiques  |  |  |  |

**MONTANT DU BUDGET PREVISIONNEL DE L’OSIM pour l’exercice en cours** [Joindre le budget détaillé dans le dossier technique et financier] :

**Adhérent-e[s]**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ANNEE** | **2011** | **2012** | **2013** |
| Nombre de sympathisant-e[s] |  |  |  |
| Nombre de membres cotisants  |  |  |  |
| Montant des cotisations  |  |  |  |

**Effectifs**

|  |
| --- |
| **Effectifs en France** |
| Personnel salarié  |  |
| Personnel bénévole  |  |
| Autres [précisez]  |  |

|  |
| --- |
| **Effectifs DES PERMANENTS A L’ETRANGER** |
| Personnel salarié  |  |
| Personnel bénévole  |  |
| Autres [précisez]  |  |

**Publications de l’association :**……………………………………………………………………………

**Appartenance à des collectifs, réseaux, plateformes :**……………………………………..

**Nom, prénom et qualité du [de la] signataire :**……………………………………………………...

Formulaire 2

FICHE RESUME DU PROJET

**INTITULE du projet :**……………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **OSIM** | **RESPONSABLE DU PROJET** |
| Nom :  | Nom et prénom : |
| Sigle : | Fonction au sein de l’association :  |
| Adresse du siège social : | Adresse : |
| Téléphone : | Téléphone : |
| Fax : | Fax : |
| Email : | Email : |
| Site Internet : |  |

|  |
| --- |
| **Liste des Organismes PARTENAIREs sur le projet** |
| **AU NORD** [pas d’abréviations ou de sigles]--- |  **AU SUD** [pas d’abréviations ou de sigles]--- |

**Nom de l’opérateur d’appui :**………………………………………………………………………………………

**Nom et téléphone de la personne en charge du suivi de votre dossier :**…………………………………

**OBJECTIFS DU PROJET [6 lignes max]**

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

 **ACTIVITES ENVISAGEES [6 lignes max]**

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |
| --- |
| **NATURE ET NOMBRE DE BENEFICIAIRES** |
| Directs |  |
| Indirects |  |

|  |
| --- |
| **MOYENS** |
| Matériels  |  |
| Humains  |  |

**Budget global du projet :**…………………………………………………………………………………………….

**Requête au PRA/OSIM :**………………………………………………………………………………………………

Formulaire 3

DESCRIPTION DU PROJET [plan type imposé]

L’ensemble des points relatifs au descriptif du projet doit être **précisément et largement** développé

[10 pages recto-verso maximum].

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

1.1 Comment est née l’idée du projet ? Quel est son historique ?

1.1.1 Quel est le sens de votre projet ? Sa raison d’être, l’enjeu qu’il représente ?

1.1.2 Comment et par qui le projet a-t-il été élaboré en amont ?

1.1.3 Quel est l’historique du projet et du partenariat ?

1.1.4 Quel est le processus d’élaboration et d’identification du projet ?

1.2 Dans quel contexte le projet s’inscrit-il ?

##### 1.2.1 Décrivez rapidement la zone géographique du projet, son environnement humain, économique, social, au niveau national et au niveau local.

##### 1.2.2 Présentez de manière succincte la politique nationale [sectorielle] en référence au domaine d’intervention du projet.

1.2.3 Décrivez la complémentarité du projet avec les autres programmes de développement existants [projets mis en place dans la zone par d’autres acteur-trices].

**1.3 Qu’est ce qui justifie la réalisation de votre projet ?**

1.3.1 Quel est le diagnostic que vous avez établi et quels sont les problèmes à résoudre par le projet ?

1.3.2 Quelle est votre analyse des problèmes à résoudre ou des progrès à réaliser ?

1.3.3 Quelle est votre analyse quant aux solutions retenues pour résoudre ces problèmes ?

1.3.4 Quelles sont les études préalables qui ont été réalisées en amont [si le projet le justifie] et/ou quel est le bilan des actions que vous avez réalisées [ou qui sont en cours] ?

2. BENEFICIAIRES, PARTICIPANT-E[S] ET PRINCIPAUX ACTEURS-TRICES IMPLIQUE-E[S] DANS LE PROJET

Décrire **précisément** le rôle et l’implication de chaque catégorie de bénéficiaires directs et indirects [nombre, sexe, qualité, rôle et implication de la conception jusqu’au suivi, etc.] et les acteur-trices impliqué-es dans le projet au Nord comme au Sud. Pour rappel, l’OSIM doit veiller à permettre aux femmes et aux hommes d’accéder de manière durable et équitable aux services et infrastructures mis en place par le projet.

**3. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET**

3.1 Quels sont les objectifs généraux que poursuit le projet ? [Trois objectifs maximum]

Il s’agit des objectifs prioritaires du projet. Bien que généraux, ces objectifs doivent être relativement précis et réalistes pour la durée d’un an de réalisation du projet.

3.2 Quels sont les objectifs spécifiques à atteindre ? [Cinq objectifs maximum]

Les objectifs spécifiques correspondent aux objectifs opérationnels en lien avec les activités menées.

3.3 Quels sont les résultats attendus très concrètement à l’issue du projet ?

Il s’agit de la production finale à laquelle ce projet doit aboutir.

4. ACTIVITES ET CALENDRIER

4.1 Quelles sont les activités que vous souhaitez mettre en place ? Les détailler.

4.2 Quel est le calendrier annuel des activités **?**

**MODELE**

**Titre de l’activité A :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités**  | **Mois 1** | **Mois 2** | **Mois 3** | **Mois 4** | **Mois 5** | **Mois 6** | **Mois 7** | **Mois 8** | **Mois 9** | **Mois 10** | **Mois 11** | **Mois 12** |
| Intitulé de l’Action 1 :…………….. |  |   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 2 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |
| Intitulé de l’Action 3 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

**Titre de l’activité B :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités**  | **Mois 1** | **Mois 2** | **Mois 3** | **Mois 4** | **Mois 5** | **Mois 6** | **Mois 7** | **Mois 8** | **Mois 9** | **Mois 10** | **Mois 11** | **Mois 12** |
| Intitulé de l’Action 1 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 2 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 3 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

**Titre de l’activité C :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités**  | **Mois 1** | **Mois 2** | **Mois 3** | **Mois 4** | **Mois 5** | **Mois 6** | **Mois 7** | **Mois 8** | **Mois 9** | **Mois 10** | **Mois 11** | **Mois 12** |
| Intitulé de l’Action 1 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 2 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 3 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

**Titre de l’activité D :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités**  | **Mois 1** | **Mois 2** | **Mois 3** | **Mois 4** | **Mois 5** | **Mois 6** | **Mois 7** | **Mois 8** | **Mois 9** | **Mois 10** | **Mois 11** | **Mois 12** |
| Intitulé de l’Action 1 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 2 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Intitulé de l’Action 3 :…………….. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

5. RESSOURCES NECESSAIRES

**5.1 Quels sont les moyens humains nécessaires au projet ?** Les distinguer selon leur nature [personnel local, personnel en France, bénévoles, salarié-es, etc.] et précisez en le nombre.

**5.2 Quels sont les moyens matériels nécessaires au projet ?** Les citer pour chaque activité.

6. FACTEURS DE QUALITE DE VIABILITE

**6.1 Quels sont les facteurs de qualité du projet ?** [En termes de personnels, de matériels, de compétences, d’expériences, etc.].

6.2 Quels sont les facteurs de viabilité et de pérennité du projet ? [Sur le plan économique, financier, organisationnel, institutionnel, social, etc.]. Vous pouvez joindre notamment un budget prévisionnel du projet sur trois ans.

6.3 Quel est l’accompagnement post-projet prévu ?

7. SUIVI ET EVALUATION

**7.1 Quels sont les outils que vous allez mettre en place pour assurer le suivi du projet ?**

a - Quels sont les indicateurs objectivement vérifiables pour le suivi technique du projet ?

b - Quels sont les indicateurs objectivement vérifiables pour le suivi financier du projet ?

**7.2 Quels sont les modes d’évaluation prévus pour le projet ?**

a - Pour le bilan à mi-parcours à remettre au Secrétariat Technique PRA/OSIM ?[[4]](#footnote-4)

b - Pour le bilan final à remettre au Secrétariat Technique PRA/OSIM ?

Formulaire 4

BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

|  |
| --- |
| MODELE IMPOSE DU BUDGET PREVISIONNEL [DEPENSES PREVISIONNELLES] |
|    | **Mode de calcul [impératif]** |
| **CODE** | **RUBRIQUE\*** | **UNITES** | **NOMBRE** | **COÛT UNITAIRE** | **COÛT EN EUROS** | **DONT** **VALORISATIONS** |
| 1 | **Investissement immobilier** |   |   |   |   |  |
| 2 | **Investissement technique et mobilier** |   |   |   |   |  |
| 3 | **Transferts financiers** |   |   |   |   |  |
| 4 | **Fournitures et consommables** |  |  |  |  |  |
| 5 | **Conception et études ou expertises du Nord** |   |   |   |   |  |
| 6 | **Études ou expertises du Sud** |   |   |   |   |  |
| 7 | **Personnels expatriés** |   |   |   |   |  |
| 8 | **Personnel local** |   |   |   |   |  |
| 9 | **Formation** |   |   |   |   |  |
| 10 | **Services extérieurs** |   |   |   |   |  |
| 11 | **Mission de courte durée** |   |   |   |   |  |
| 12 | **Appui, suivi, contrôle** **[Préciser le nom de l’OPAP ainsi que le montant de sa rémunération]** |   |   |   |   |  |
| 13 | **Évaluation** |   |   |   |   |  |
| 14 | **Capitalisation** |   |   |   |   |  |
| 15 | **Autres** |   |   |   |   |  |
| 16 | **Divers et imprévus** |   |   |   |   |  |
|  **Sous-Total 1** |   |   |   |   |  |
| 17 | **Frais administratifs ou de structure [maximum 10% du sous-total 1]** |   |   |   |   |  |
| **Sous-Total 2** |   |   |   |   |  |
|  **TOTAL GENERAL DES DEPENSES (Sous-Total 1 + 2)** |   |  |  |  |  |

- \***JOINDRE, APRES CE TABLEAU DES DEPENSES, TOUS LES DEVIS JUSTIFIANT L’ESTIMATION DES DEPENSES**.

**- \*JOINDRE, APRES LES DEVIS UNE JUSTIFICATION, NARRATIVE DES DEPENSES, LIGNE PAR LIGNE.**

**Date**

**Signature**

|  |
| --- |
| **MODELE IMPOSE DE BUDGET PREVISIONNEL** [RESSOURCES PREVISIONNELLES] |
|
| **ORIGINE DES RESSOURCES\*** | **EUROS** | **EN % DU BUDGET TOTAL** | **SOLLICITE** | **ACQUIS** |
| **RESSOURCES D’ORIGINE PRIVEES** [détaillez] |   | 15%minimum  |   |   |
| Ressources propres de l’OSIM porteuse de projet |   | 10%minimum  |   |   |
| Valorisation d’origine privée |   | 5% maximum |   |   |
| Autres ressources privées [cotisations, autres bailleurs privés [fondations, mécénat], contribution du partenaire local et autres partenaires, etc.] |   |   |   |   |
| *Sous- total 1* |   |   |   |   |
| **RESSOURCES D’ORIGINE PUBLIQUE** [détaillez] |   |   |   |   |
| Ministère des Affaires étrangères [PRA/OSIM]  |  | **70%****maximum**  |   |   |
| Collectivités locales [détaillez sans utiliser de sigle] |  |  |  |  |
| Autres ressources d’origine publique française et internationale [détaillez sans utiliser de sigle] |  |  |  |  |
| Valorisation d’origine publique (détaillez : 10% maximum du budget) |  |  |  |  |
| *Sous- total 2* |   |   |   |   |
| **TOTAL GENERAL DES RESSOURCES (sous-total 1+2)** |  |  |  |  |

**- \* JOINDRE, APRES CE TABLEAU DES RESSOURCES, LES JUSTIFICATIFS POUR LES RESSOURCES ACQUISES.**

**- \* JOINDRE ENSUITE UNE JUSTIFICATION NARRATIVE DES RESSOURCES, LIGNE PAR LIGNE.**

**Date**

**Signature**

PRESENTATION ET CONTENU DES RUBRIQUES DE DEPENSES PROPOSEES DANS LE MODELE DE BUDGET PREVISIONEL

**COÛT DIRECTS**

**01 Investissement immobilier**

*Toutes constructions et bâtiments : bureaux, écoles, hôpitaux, hangars, etc. Terrains. Toutes infrastructures économiques : pistes, routes, pont, aéroports, ports, aménagements hydro-agricoles. Achats de locaux construits. Véhicules : voitures de ville, voitures spécialisées, véhicules à deux roues. Matériel de transport autres que véhicules : avions, bateaux, barques de pêche, pirogues, matériels de transport ferroviaire.*

**02 Investissement technique**

*Équipement pédagogique : rétroprojecteurs, projecteurs de diapositives, outillage artisans, PME. Équipement agricole : outillage agricole, matériel de récolte, motoculteurs, tracteurs, etc. Équipement industriel : machines diverses y compris les engins des TP.* *Équipement des institutions d’enseignement techniques, des centres de radio-télévision, etc. Matériel médico-chirurgical, petit matériel nécessaire à la médecine. Autres équipements. Investissement mobilier / Équipement informatique : micro-ordinateurs, imprimantes, logiciels, etc. Mobilier et matériel de maison : réfrigérateurs, climatiseurs, cuisinières, lits, tables, commodes, destinés au logement du personnel.*

**03 Transferts financiers**

*Contributions, participation au capital, dotations remboursables ou non. Fonds souples. Mise en place de crédits ruraux par les PME.*

**04 Fournitures/consommables**

*Intrants industriels : toutes les fournitures destinées à des processus TPE, PMI ou artisanat, de constructions ou de services qui ne sont pas listées ailleurs. Intrants agricoles : engrais, pesticides, produits phytosanitaires, semences, vaccins et médicaments pour animaux. Livres, documentation scientifique, documents audiovisuels, films, expositions, etc. Pièces détachées et réparations des véhicules et engins. Carburants, lubrifiants. Fournitures de bureau. Médicaments et consommables médicaux : tous les médicaments, vaccins, etc., destinés à la médecine humaine, etc.*

**05 Pré-conception et études**

*Elles sont réalisées par des consultants du Nord.*

*Expertises du Nord : études effectuées par des bureaux d’études ou associations [hors celles réalisées dans le cadre du F3]. Etudes techniques et d’ingénierie proprement dite. Les études comprennent les honoraires, les frais de transport [voyages internationaux et déplacements locaux, frais de séjour].*

**06 Etudes ou expertise du Sud**

*Idem que ci-dessus, mais réalisées par des acteurs locaux.*

**07 Personnels expatriés**

*Salarié-es ou volontaires. Précisez le statut de chacun et la durée de leur mission respective.*

**08 Personnel local**

*Personnel local lié au projet : cadres, secrétariat, journaliers, chauffeurs, gardiens, etc. Ces frais comprennent les salaires versés, les charges sociales, les indemnités diverses, etc. La durée du contrat de travail de ces personnels ne peut excéder la durée d’exécution du projet prévue dans la convention.*

**09 Formation**

*Bourses, stages, séminaires, rencontres, voyages d’étude, etc.*

**10 Services extérieurs à l’ONG**

*Frais d’analyse, frais d’entretien auprès de sociétés spécialisées, etc. Frais de contrôle des travaux, etc.*

**11 Missions de courte durée**

*Les missions doivent être inférieures à 2 mois.*

**12 Appui, suivi et contrôle**

*Interne à l’OSIM et rémunération de l’OPAP* *en cas de l’obtention de la subvention PRA/OSIM.*

**13 Evaluation**

*Précisez s‘il s’agit d’une évaluation interne ou externe.*

**14 Capitalisation**

*Publication, séminaires, etc.*

**15 Autres**

*Dépenses prévues n’entrant dans aucune des rubriques précédentes.*

**16 Divers et imprévus**

*A justifier très précisément [inflation, etc.].*

 **COUTS INDIRECTS**

**17 Frais administratif ou de structure**

*Contribution au fonctionnement jusqu’à 10% des coûts directs [du code 01 au code 16].*

**CALCUL DES VALORISATIONS**

Remarque préalable : les considérations suivantes concernent **exclusivement** les valorisations d’apports matériels ou humains.

**Les possibilités de valorisations sont plafonnées en pourcentage du budget total du projet présenté, ne pouvant dépasser en tout état de cause 15% du budget total**, répartis comme suit : maximum 5% de valorisation sur les 15% de fonds privés, maximum 10% de valorisation parmi les 15% d’autres fonds d’origine publique à mobiliser par le demandeur.

**1. VALORISATION DU DETACHEMENT DE PERSONNEL PROFESSIONNEL**

**Dans le cadre des 15% de ressources d’origine privée, l’association peut valoriser à hauteur de 5% maximum du budget total** la mise à disposition de personnels professionnels par un organisme privé. A condition que ce dernier ne bénéficie pas, par ailleurs, de cofinancements du Ministère des Affaires étrangères, selon les conditions suivantes :

Les **conditions de mise à disposition** [termes de référence, durée de la mission...] sont formalisées dans le cadre d’un contrat entre l’association et l’organisme concerné [entreprise, coopérative...]. Ce contrat doit spécifier en particulier que l’organisme concerné poursuit bien la prise en charge des coûts salariaux de la personne détachée.

C’est une **valorisation forfaitaire**, portant sur des équivalents horaires, à hauteur de 300 € /jour, hors per diem payés par l’association et quel que soit le profil de la personne détachée, dans la limite de 3000 €.

Au delà, le calcul est réalisé sur la base du taux mensuel de 3000 €.

En cas de mission sur le terrain, peuvent être ajoutés au nombre de jours de cette mission, 30% d’équivalent temps plein pour la préparation et l’exploitation de cette mission dans la limite de 10 jours. Le montant supplémentaire est calculé sur la base de 100 € par jour et est plafonné à 1000 €.

La décomposition précise du montant valorisé doit figurer dans le compte-rendu financier de l’opération ainsi que le CV de la ou des personnes concernées.

Le produit de prestations à des organismes publics, à des administrations françaises ou étrangères ou à des organismes intergouvernementaux, est rangé dans la catégorie des ressources d’origine publique.

**2. VALORISATION DES APPORTS MATERIELS**

Les apports matériels [biens immobiliers et mobiliers] peuvent être valorisés en suivant le **principe général de valorisation à la valeur marchande**, c’est-à-dire : s’il existe une valeur locative du bien : la valorisation s’opère à cette valeur locative [qui doit être disponible ou pouvoir être prouvée].

Si la valeur locative du bien n’existe pas, n’est pas disponible ou ne peut être prouvée, la valorisation prend pour base de calcul **les règles d’amortissement de l’administration fiscale française**: on calcule la valeur mensuelle du bien à partir de la valeur d’acquisition du matériel neuf et de la durée d’amortissement légale : valeur mensuelle = valeur d’acquisition du matériel neuf / durée d’amortissement. On multiplie ensuite cette valeur par la durée totale du projet [ou par la durée de mise à disposition du matériel si elle lui est inférieure] pour obtenir le montant de la valorisation proposée :

**Ex** : prêt d’un véhicule 4 x 4 pendant deux mois sur un projet présenté sur 3 ans avec un coût d’achat neuf de 38115 € et une durée d’amortissement prévue par les règles fiscales françaises de 5 ans :

Coût mensuel valorisable = 38115 / [5x12] = 635 € Montant valorisé = 635 x 2 = 1270 €

Cas particulier des projets menés en France : Pour les projets menés en France (projets d’éducation au développement essentiellement), seule la règle de l’amortissement peut être appliquée si le bien valorisé appartient au patrimoine de l’association. Pour le valoriser, l’association doit alors pouvoir attester que le bien est intégralement mobilisé sur le projet. ex : mobilisation d’un véhicule pendant une semaine pour la conduite d’un projet de sorties collectives destiné à un public scolaire.

Remarque : toutes les valorisations doivent faire l’objet d’un récapitulatif précis.

**3. VALORISATION DU BENEVOLAT**

La valorisation du bénévolat expatrié est liée aux fonctions [et donc ni à la qualification, ni au statut] occupées par le bénévole pendant la durée de sa mission, en distinguant un nombre raisonnable de fonctions et en proposant une valorisation forfaitaire par mois. Exceptionnellement, pour l’expertise de très courte durée [inférieure à 10 jours] pourra être retenu le forfait par jour.

**Les fonctions peuvent être réparties en trois catégories :**

**Fonctions d’expertise** : expert consultant [dans le domaine concerné par le projet ; ex : domaine médical, éducatif, agricole, urbain, économique...]

**Fonctions d’encadrement** : coordinateur, administrateur, formateur, responsable d’équipe, etc.

**Fonctions d’exécution** : agent administratif, agent technique, assistant, ouvrier, manœuvre, etc.

Le ministère n’encourage pas le recrutement de bénévoles expatriés pour les fonctions d’exécution.

**La grille suivante est proposée :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Expertise** | **Encadrement** | **Exécution** |
| **Actifs** | Encadrement 300 € / jour pour une intervention maximum de 10 jours. Au delà le calcul se fera sur la base de 3000 € /mois  | Expertise Calcul sur la base de 1500 € par mois quelle que soit la durée.  | Exécution Calcul sur la base de 750 € par mois quelle que soit la durée  |
| **Inactifs [étudiant-es, retraité-es]** | 200 € / jour pour une intervention maximum de 10 jours. Au delà le calcul se fera sur la base de 2000 € /mois  | Calcul sur la base de 1100 € par mois quelle que soit la durée.  | Calcul sur la base de 750 € par mois quelle que soit la durée.  |

Des jours de préparation et de capitalisation peuvent être ajoutés au décompte des jours de mission à concurrence de 30% maximum de temps supplémentaire ; le montant est calculé sur la base de 100 € par jour et est plafonné à 1000 €.

**4. VALORISATION DES APPORTS [MATERIELS ET HUMAINS] DU PARTENAIRE LOCAL**

Les apports matériels du partenaire peuvent être valorisés en suivant les mêmes règles que définies en point 2 sur la base de la valeur locative locale.

Les apports humains du partenaire local sont valorisés, le cas échéant, en prenant pour base les salaires locaux pratiqués sur le projet, avec une grille de fonctions similaires à celle du bénévolat [expertise, encadrement, exécution, cf 3].

**5. EXEMPLE DE PRISE EN COMPTE DES VALORISATIONS DANS LE PLAN DE MOBILISATION DES RESSOURCES**

L’OSIM doit mobiliser 15% de ressources privées pour le cofinancement du projet, parmi lesquelles au minimum 10% (du montant total du projet) en ressources propres financières et un maximum de 5 % (du montant total du projet) de valorisations dans les 15 % de ressources privées.

**Exemple : Cas d’un projet dont le budget total est de 50 000 euros.**

Le total des valorisations ne doit pas dépasser 15% du budget total de 50 000 euros, c’est-à-dire que le total des valorisations ne doit pas dépasser 7 500 euros (dont un maximum de 2 500 euros de valorisations est possible dans les ressources privées et un maximum de 5 000 euros de valorisations est possible dans les ressources d’origine publiques).

1. **Valorisations dans les ressources d’origine privée :**

L’OSIM devra mobiliser en ressources privées au minimum 7500 euros (soit 15% du budget total du projet de

50 000 euros). Ce montant de 7500 euros devra comprendre au minimum 5 000 euros de ressources financières propres de l’OSIM (soit 10% du budget total du projet de 50 000 euros) et au maximum 2500 euros de valorisations (soit 5% du budget total du projet de 50 000 euros).

1. **Valorisation dans les ressources d’origine publique**

L’OSIM pourra valoriser dans les ressources d’origine publique au maximum 5000 euros (soit 10% du budget total du projet de 50 000 euros).

Formulaire 5

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L’OPERATEUR D’APPUI

**Il est convenu entre les soussignés :**

**L’Opérateur d’appui /** nom de l’opérateur………………………………………………………………………….

Représenté par [nom, prénom et qualité] ……………………………………………………………………………

**Et**

**Association porteuse de projet /** nom de l’OSIM…………………………………………………………

Représentée par [nom, prénom et qualité] ………………………………………………………………………….

**S’engagent à collaborer dans le cadre du programme PRA/OSIM [Programme d’Appui aux Projets des Organisations de Solidarité Internationale issue de l’Immigration] sous réserve de l’octroi de la subvention pour mener une action visant à la réalisation de :**

**Titre et objet de l’action :**……………………………………

**Dates de l’action :** ……………………………………………

**Localisation : …**………………………………………………

**Organismes partenaires en France et au Sud :** ………………………………………….…...…………………

**Pour ce faire, l’opérateur d’appui joue le rôle de conseil et de formateur de l’OSIM à l’occasion de l’appui individualisé qu’il assure.**

**L’association qui sollicite l’appui joue le rôle de maître d’œuvre de l’opération et garde l’entière responsabilité technique, juridique et financière du projet devant ses partenaires et ses bailleurs.**

**1. Les objectifs généraux**

 Réunir les conditions d’élaboration et de suivi d’un projet de solidarité authentique prenant en compte la dimension humaine, culturelle, économique et sociale à l’échelle de leur[s] territoire[s] d’intervention.

 Aider les acteurs à devenir des agents de développement local sur la base d’un projet favorisant une démarche de concertation. L’appui de l’opérateur est une démarche de renforcement des capacités de l’OSIM.

 Favoriser la mutualisation et organiser des temps collectifs de rencontre, d’échange, de formation.

**2. Les moyens**

**Ce partenariat implique :**

** Une convention signée entre l’OSIM et les différents intervenants du côté français et du côté étranger.**

** La définition des différents objectifs particuliers à savoir :**

-Ceux des partenaires du pays d’intervention.

-L’élaboration d’un échéancier.

-Les éléments de la restitution de l’opération ici et là-bas.

**3. Les modalités pratiques**

Après accord entre les parties, la répartition des tâches est fixée comme suit :

 **L’association porteuse du projet le fait valider par l’opérateur d’appui.**

**Elle s’engage à :**

-Communiquer à l’opérateur d’appui et aux différents partenaires la version finale du projet ainsi que toutes ses modifications ultérieures (période de réalisation, contenu)

-Réaliser l’action selon les accords passés entre les partenaires

-Prendre toutes les mesures nécessaires au bon déroulement de l’action

-Fournir à l’opérateur d’appui et aux autorités locales compétentes le bilan moral et financier de l’action au maximum trois mois après sa réalisation

-Autoriser l’utilisation des supports pédagogiques (expositions, vidéogrammes,…) libres de droits, par les organisations et ministères membres du Comité d’Examen Paritaire dans le cadre de manifestations définies en commun, préalablement.

 **L’opérateur d’appui doit :**

-S’assurer que toutes les démarches nécessaires pour la concertation et le partenariat avec les autres acteurs concernés ont été entreprises par l’association porteuse du projet.

-Contrôler la cohérence entre le descriptif et le budget du projet.

-**Accompagner l’OSIM dans la rédaction de son compte-rendu intermédiaire et final en validant notamment ces deux livrables avant leur transmission au Secrétariat Technique du PRA/OSIM**

 **L’opérateur d’appui peut en outre :**

Participer à la définition, au suivi, à l’évaluation et à la capitalisation des résultats du projet.

 **La rémunération de l’opérateur d’appui [préciser le montant de la rémunération]** :

-Elle est **au maximum de 5% du montant** de la **subvention obtenue** dans le cadre du PRA/OSIM. Dans tous les cas, la rémunération de l’opérateur d’appui ne peut excéder **750 euros**.

-Le versement est effectué par le FORIM directement à l’opérateur d’appui : 50% de cette rémunération à la signature de la convention entre le FORIM et l’OSIM, puis 50%, à la validation du compte-rendu final du projet de l’OSIM par le FORIM.

**Le [la] représentant-e** **Le [la] représentant-e**

de l’opérateur d’appui : de l’association porteuse du projet :

[Signature, nom, prénom, date, cachet] [Signature, nom, prénom, date, cachet]

 Formulaire 6

FICHE DE PRÉSENTATION DES PARTENAIRES AU SUD

S’ILS SONT PLUSIEURS, RENSEIGNER CES INFORMATIONS POUR CHAQUE PARTENAIRE IMPLIQUE :

1. **Nom légal complet [ + sigle] :**
2. **Adresse postale :**
3. **Personne de contact, chargée du projet :**
4. **Date de création :**
5. **Statut juridique :**
6. **Principaux domaines d’intervention :**
7. **Ressources humaines :**
8. **Publications / rapports :**
9. **Budget total annuel en euros :**
10. **Principaux financeurs :**
11. **Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, etc. :**
12. **Historique et nature de la coopération avec le partenaire : liens institutionnels et contractuels :**
13. **Résumé du rôle, de l’implication dans la préparation, de la mise en œuvre et du suivi du projet :**

Formulaire 7

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE PARTENAIRE LOCAL

REPRENANT LES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE CHACUN

Cette convention représente une matérialisation et une contractualisation du partenariat et ses modalités techniques et financières. Elle ne saurait être considérée comme une simple formalité administrative.

**Il est convenu entre les soussignés :**

 ………………………………………………………………………………

**OSIM porteuse du projet**

**Et**

 ………………………………………………………………………………

**Partenaire[s] dans le pays d’intervention**

***S’engagent à collaborer dans le cadre du programme PRA/OSIM [Programme d’Appui aux projets des Organisations de solidarité internationale issues de l’Immigration] sous réserve de l’octroi de la subvention, pour mener une action visant à la réalisation de :***

**Objet et localisation de l’action**

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Date de démarrage du projet et durée de sa réalisation**

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Budget du projet :**

Le budget est estimé à :

Apport des partenaires du Sud :

*[Indiquez le montant et la nature financière, valorisés]*

**Initiatives engagées par les partenaires du Sud**

\* Démarches préalables au projet :

 ……………………………………………………………………………………

\* Structures d’organisation mises en place :

 ……………………………………………………………………………………

Mesures d’accompagnement et de suivi

\* En cours de réalisation du projet :

………………………………………………………………………………..…

\* Pour le fonctionnement et la pérennisation des réalisations envisagées :

….………………………………………………………………………………

**Le [la] représentant-e de l’OSIM** **Le [la] représentant-e** **du partenaire dans le pays d’intervention**

[Signature, nom, prénom, date, cachet] [Signature, nom, prénom, date, cachet]

Formulaire 8

**PLAN TYPE DU COMPTE-RENDU INTERMEDIAIRE DU PROJET**

[À transmettre au Secrétariat Technique PRA/OSIM selon les termes de la convention de partenariat FORIM/OSIM en cas d’attribution de la subvention]

**Introduction :** Synthèse du compte-rendu en 3 pages avec les principaux enseignements tirés de l’action.

1. **LES REALISATIONS**

-Description succincte de l’action et rappel des objectifs de départ.

-Calendrier précis des réalisations **[achevées et à venir].**

-Zones géographiques couvertes par l’action.

-Partenaires impliqués.

-Groupes cibles mobilisés : nature, nombre.

-Actions réalisées [état d’avancement].

Commentaire : il s’agit d’une analyse qualitative : le degré de réalisation, les écarts [causes, solutions retenues], la pertinence des objectifs de départ, les révisions qui s’imposent.

1. **LES MOYENS**

-Exposé schématique des moyens mis en œuvre, pour chaque poste de dépenses du compte-rendu financier établi séparément : moyens humains, matériels, outils pédagogiques réalisés [les joindre en annexe].

-Commentaire : les difficultés rencontrées [analyse des causes et solutions retenues], les principales réorientations.

1. **CONCLUSION**

-Appréciation concernant l’évolution de l’action.

-Impact mesurable des actions.

-Date prévisionnelle de fin du projet.

**COMPTE-RENDU INTERMEDIAIRE DES DEPENSES**

**A établir en euros, sans les centimes sur papier en-tête signé**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code** | **Rubriques \*** | **Budget prévisionnel****en euros** | **Dont valorisation prévisionnelle** | **Budget total****réalisé en euros** | **Dont valorisation réalisée**  | **Ecarts budgétaires en pourcentage** **en** |
| 1 | **Investissement immobilier** |  |  |  |  |  |
| 2 | **Investissement technique et mobilier** |  |  |  |  |  |
| 3 | **Transferts financiers** |  |  |  |  |  |
| 4 | **Fournitures et consommables** |  |  |  |  |  |
| 5 | **Conception et études ou expertises****du Nord** |  |  |  |  |  |
| 6 | **Études ou expertises du Sud** |  |  |  |  |  |
| 7 | **Personnels expatriés** |  |  |  |  |  |
| 8 | **Personnel local** |  |  |  |  |  |
| 9 | **Formation** |  |  |  |  |  |
| 10 | **Services extérieurs à l'ONG** |  |  |  |  |  |
| 11 | **Mission de courte durée** |  |  |  |  |  |
| 12 | **Appui, suivi et contrôle [Préciser le nom de l’OPAP ainsi que le montant de sa rémunération]**  |  |  |  |  |  |
| 13 | **Évaluation** |  |  |  |  |  |
| 14 | **Capitalisation** |  |  |  |  |  |
| 15 | **Autres** |  |  |  |  |  |
| 16 | **Divers et imprévus** |  |  |  |  |  |
| **Sous-Total 1** |  |  |  |  |  |
| 17 | **Frais administratifs ou de structure**[maximum 10% du sous-total 1] |  |  |  |  |  |
| **Sous-Total 2** |  |  |  |  |  |
|  | TOTAL GENERAL [Sous-totaux 1+2] |  |  |  |  |  |

\* Le contenu et le mode de calcul de chaque rubrique doivent être explicités : forfait, coût unitaire

**TOUT ECART SUPERIEUR A 10% DOIT ÊTRE EXPLICITE SUR UNE PAGE SEPAREE POUR CHAQUE LIGNE.**

**Date et Signature :**

**COMPTE-RENDU INTERMEDIAIRE DES RESSOURCES EFFECTIVEMENT RECUES**

**A établir en euros sans les centimes sur papier en-tête signé**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Origine des ressources \*** | **Ressources****prévisionnelles\*\*****en euros** |  | **Ressources****effectivement****reçues en euros** |  | **Ecarts budgétaires en pourcentage** |
| **1. RESSOURCES PRIVEES [15% minimum du budget global projet]** |  |  |  |  |  |
| **1.1 Ressources propres de l’OSIM [10% minimum du budget global du projet]****\*** |  |  |  |  |  |
| **1.2 Valorisation privées [précisez] [5% maximum du budget global du projet]****\*****\*****\*** |  |  |  |  |  |
| **1.3 Autres ressources privées [précisez]****\*** |  |  |  |  |  |
| **Sous-total 1** |  | % |  | % |  |
| **2. RESSOURCES D’ORIGINE PUBLIQUE [détaillez]** |  |  |  |  |  |
| **2.1 Contribution du PRA/OSIM** | **Indiquez les 100% du montant** |  |  |  |  |
| **2.2 Collectivités locales** **[détaillez sans utiliser de sigle]****\*****\*****\*** |  |  |  |  |  |
| **2.3 Autres r**essources d'origine publique **[Administrations, Union Européenne, etc.]****\*****\*****\*** |  |  |  |  |  |
| **Sous-total 2** |  | % |  | % |  |
| **Autres valorisations publiques [détaillez : 10% maximum du budget total]**  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL GENERAL DES RESSOURCES** |  | % |  | % |  |

\*Chaque bailleur de fonds doit être désigné précisément.

\*\*Il s’agit des ressources prévisionnelles indiquées et annexées dans la convention de financement signée avec le FORIM.

**TOUT ECART SUPERIEUR A 10% DOIT ÊTRE EXPLICITE SUR UNE PAGE SEPAREE POUR CHAQUE LIGNE.**

**Date et Signature**

1. Ces opérations peuvent être intégrées au projet mais ne peuvent en aucun cas en constituer l’objectif central et l’activité principale. [↑](#footnote-ref-1)
2. Il existe des dispositifs de codéveloppement spécifiques financés par le MAE, pour ces trois pays. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir le formulaire 7 [convention de partenariat avec le partenaire local] page 37. [↑](#footnote-ref-3)
4. Se référer au formulaire n°8 pour le modèle de compte-rendu intermédiaire technique et financier page 38. [↑](#footnote-ref-4)